La Grande Conversation

*La revue de **Terra Nova***

L'extrême droite dans l'Union Européenne : une résistible ascension électorale

Monde

Par Yves Bertoncini

Consultant en affaires publiques, Enseignant à l'ESCP Business School et au Corps des Mines

Publié le 10 novembre 2026

Les élections législatives organisées en Espagne le 29 novembre 2026 vont donner le coup d'envoi anticipé d'une séquence électorale cruciale pour l'Union européenne (UE) et ses Etats-membres, puisqu'elle comptera 8 élections nationales à l'horizon de la fin 2027, réparties sur l'ensemble du continent. Que peut-on précisément anticiper à l'orée d'une telle séquence, que beaucoup d'observateurs décrivent comme propice à la progression des partis d'extrême droite, dans un climat politique et médiatique prompt à mettre en exergue leurs moindres percées, fut-ce à l'occasion d'élections régionales (comme en Saxe-Anhalt) ?

Pour s'engager sur ce registre, il convient de préciser qu'on choisira ici de se référer aux groupes politiques formés au Parlement européen et aux partis qui en sont membres[1], en notant que deux familles d'extrême droite se distinguent clairement : d'une part celle formée par les « Patriotes pour l'Europe » (PfE), présidée par Jordan Bardella et qui accueille le « Rassemblement National » (RN) et ses alliés ; d'autre part celle réunie autour du parti allemand « Alternativ für Deutschland » (AfD) au sein du groupe « Europe des nations souveraines » (ESN), où siège l'élue de Reconquête Sarah Knafo. Le positionnement des partis réunis au sein du groupe des « Conservateurs et réformistes européens » (ECR), où siègent Marion Maréchal Le Pen et trois autres ex-élus de « Reconquête », est plus ambigu : jadis fondé par les conservateurs britanniques, ce groupe rassemble en effet nombre de partis de gouvernement, sous le leadership conjoint des membres du parti de Georgia Meloni, « Fratelli d'Italia », et du parti polonais « Droit et Justice » (PIS) — soit deux partis qui, comme leurs homologues, oscillent entre la « droite extrême » et l'extrême droite, et sont d'ailleurs concurrencés sur leur droite par des partis appartenant aux deux familles précitées.

C'est sur la base d'une telle grille de lecture qu'on se livrera ci-après à une analyse cursive des dynamiques politiques favorables aux partis d'extrême droite dans l'UE, mais aussi des résultats électoraux qu'ils ont obtenu au cours de l'année 2026, ou qui leur sont attribués par les sondages d'intentions de vote à l'horizon de la fin 2027. Comme on le verra, ces éléments d'analyse amènent à largement infirmer le constat ou le pronostic d'une irrésistible progression de l'extrême droite dans l'UE, et à s'interroger sur les causes et les effets de l'ample résonnance médiatique que génère pourtant une telle assertion.

1. Des mouvements tectoniques favorables à

l’extrême droite, mais en quête de failles sismiques

La progression des partis d’extrême droite dans l’UE au cours des 20 dernières années procède de la conjugaison de plusieurs dynamiques structurelles, qu’il convient de rapidement passer en revue — tout en rappelant qu’elles n’ont pas conduit à un raz de marée politique et institutionnel depuis lors.

1.1 Des dynamiques favorables aux partis d’extrême droite

Avant d’analyser les performances électorales, avérées ou prévues, des partis d’extrême droite, il est sans doute utile de rappeler quelles dynamiques parfois convergentes ont pu contribuer à les nourrir au cours des dernières années dans les pays de l’UE — et même au-delà — par-delà les spécificités propres à chaque arène démocratique nationale.

Dynamiques identitaires d’abord. L’affaissement démographique de l’Europe et le recours nécessaire — et parfois chaotique — à l’immigration nourrit une forme d’anxiété culturelle à laquelle les partis d’extrême droite font écho, de même que l’expression d’un racisme de plus en plus affirmé, dont ils peinent à se dissocier. Il en va de même de l’Islam, qui suscite lui aussi des crispations identitaires, sur fond de déchristianisation de l’Europe, ainsi que des angoisses sécuritaires au fil des attentats terroristes successifs. Ces crispations vont de pair avec des aspirations « nativistes » nourrissant pêle-mêle la critique du droit à l’avortement, de la PMA et de l’aide à mourir, la dénonciation des droits des homosexuels (notamment au mariage et à la parentalité), ainsi que la réprobation plus large des mouvements LGBT et du militantisme dit « Woke », que les partis d’extrême droite reprennent à leur compte.

Dynamiques géopolitiques ensuite. Les partis d'extrême droite ont également été le réceptacle des crispations générées par la nouvelle donne internationale : sur le registre économique et social, dès lors que la « mondialisation » a permis des gains de pouvoir d'achat, mais aussi entraîné d'importantes pertes d'emplois, en particulier dans le secteur industriel ; sur le registre diplomatique et sécuritaire, après que Moscou, puis Washington, ont lancé des actions agressives et militaires qui nourrissent l'inflation, ainsi que la tentation du repli vers les bonnes vieilles frontières nationales… Si ces dynamiques géopolitiques contribuent aussi à l'approfondissement de la construction européenne, cette dernière suscite des réactions de rejet qui ciblent à la fois la solidarité de fait à l'œuvre dans l'UE (financière, budgétaire, migratoire…), les normes qu'elle produit, perçues comme trop nombreuses et trop intrusives, ainsi que son fonctionnement complexe et parfois opaque. Les partis d'extrême droite sont prompts à capter un tel rejet, quand bien même les conséquences plutôt négatives du « Brexit » les ont fait mettre en sourdine leur europhobie instinctive, fût-ce de manière tactique.

Dynamiques antiécologiques également. Les performances électorales des partis d'extrême droite ont pu être amplifiées par leurs critiques des conséquences et du contenu de la transition écologique à l'œuvre sur notre continent – quand il ne s'agit pas pour eux de contester la réalité du changement climatique ou, à tout le moins, son origine humaine. Se chauffer au fioul ou au bois, utiliser des véhicules à moteur thermique, recourir sans modération aux pesticides ou au plastique… peuvent ainsi devenir autant d'usages présentés comme constitutifs d'un « mode de vie traditionnel » qu'il s'agirait lui aussi de préserver contre les oukases de « technocrates » présentés comme déconnectés des réalités sociales, sinon environnementales.

Dynamiques politiques enfin. Les partis d'extrême droite peuvent d'autant plus prospérer sur le rejet des élites

gouvernantes, présumées coupées du peuple et incapables de résoudre ses problèmes, qu'ils n'ont pour la plupart jamais exercé le pouvoir et peuvent donc se présenter comme une alternative novatrice. Cette position de recours peut être d'autant plus forte dans les pays gouvernés par des grandes coalitions ou des « blocs centraux », qui favorisent l'alternance démocratique au profit de partis plus périphériques, sur fond de débat public marqué par la fragmentation et la polarisation. L'éloignement du pouvoir des partis d'extrême droite est par ailleurs en partie lié à l'héritage historique (nazi, fasciste, pétainiste, franquiste…) dont ils étaient lestés, et que la marche du temps rend moins prégnant dans le choix des électeurs, notamment issus des nouvelles générations.

1.2 Le poids institutionnel somme toute limité des partis d'extrême droite

L'ensemble de dynamiques rappelées ci-avant peut concourir à renforcer l'audience électorale des partis d'extrême droite et, à un degré moindre, celle des principaux partis de gouvernement, surtout à droite, qui peuvent choisir de leur faire écho – sans oublier celle des partis opportunistes et attrape-tout qui ont muté ou émergé au gré de la désaffection civique pour les élites politiques traditionnelles.

Les partis d'extrême droite présentent en outre la particularité de bénéficier de l'appui à la fois idéologique et matériel de plus en plus explicite de puissances étrangères(en particulier la Russie de Poutine et les États-Unis de Trump), dont les dirigeants prennent l'UE et les gouvernements traditionnels pour cibles et ces partis pour alliés. Cet appui peut se doubler d'un soutien très opérationnel au sein d'un nouvel écosystème informationnel structuré par des chaînes d'opinion et les réseaux sociaux, qu'il est semble-t-il aisé d'orienter en faveur des candidats et partis d'extrême droite, comme Elon Musk n'hésite pas à le faire de manière ouverte via la plateforme « X ». Il reste à souligner qu'un tel soutien peut se révéler à

double tranchant au regard de l’accumulation des déboires, militaires, économiques ou électoraux des parrains présumés des partis d’extrême droite, mais aussi compte tenu de leur hostilité pour les intérêts nationaux que ces partis sont pourtant réputés défendre…

Encadré 1

Les partis d’extrême droite participant aux coalitions gouvernementales dans les pays de l’UE en novembre 2026

Les partis de droite extrême et d'extrême droite participent actuellement à des coalitions gouvernementales dans 5 des 27 pays de l'UE :

– Ils comptent trois chefs de gouvernement issus de la famille « ECR » : en Italie avec Georgia Meloni (en coalition avec la droite et l'extrême droite), en Belgique avec Bart de Vever (en coalition avec des partis de droite, du centre et de la gauche), ainsi qu'en Lettonie avec Andris Kulbergs, communément placé beaucoup plus au centre droit que son propre parti (et qui est en coalition avec des partis du centre et de droite) ;

– Les partis qui siègent avec le RN au Parlement européen au sein du groupe « PfE » dirigent le gouvernement en République tchèque, avec un Premier Ministre d'abord membre de la famille libérale (en coalition avec un parti d'extrême droite et le « parti des automobilistes »); ils participent aux coalitions gouvernementales en Finlande (avec un Premier Ministre de droite), en Italie et en Slovaquie (avec un Premier Ministre venu de la gauche et désormais « Indépendant »);

– Quant aux partis membres du groupe « ESN », présidé par l'AfD, ils participent à la coalition au pouvoir en République tchèque.

Au total, les mouvements de plaques tectoniques évoqués ci-avant semblent si convergents et si puissants qu'on peut se demander pourquoi ils n'ont pas abouti à une série de victoires retentissantes des partis d'extrême droite sur notre continent, et surtout pourquoi ils contrastent avec leur poids institutionnel

somme toute limité, puisque ces partis ne sont en effet au pouvoir que dans une poignée de pays de l'UE (voir Encadré 1).

Il semble dès lors que seule la présence de « failles sismiques » dans les pays concernés – c'est-à-dire de spécificités sociales, économiques, financières, énergétiques, historiques, culturelles, institutionnelles… – ait pu conduire à quelques victoires électorales, d'ailleurs souvent présentées comme des « tremblements de terre », mais dont les pays ne présentant pas de telles failles sont plus aisément préservés.

On vérifiera ci-après la pertinence d'une telle assertion et, plus prosaïquement, la robustesse des prédictions annonçant l'irrésistible progression des partis d'extrême droite, en dressant un état des lieux des élections nationales organisées dans l'UE depuis le début de l'année 2026 et en analysant les perspectives électorales entrevues pour celles qui seront organisées au cours de l'année à venir.

2. Les élections nationales organisées dans l'UE en 2026 n'ont pas conduit au succès des partis d'extrême droite

Dans cette optique, il nous faut tout d'abord souligner que les partis d'extrême droite ne sont arrivés en tête dans aucune des 8 élections législatives organisées dans les pays de l'UE depuis le début de l'année 2026 (voir Tableau 1).

Si la défaite nette et symbolique de Victor Orban en avril 2026 a été commentée bien au-delà des frontières de la Hongrie, il n'en a pas été de même des verdicts électoraux enregistrés dans les 7 autres pays, et qui méritent pourtant d'être rappelés, en distinguant ceux dans lesquels l'extrême droite a été réduite

à la portion congrue et ceux où elle est présente, mais loin du pouvoir.

Tableau 1

Les scores électoraux obtenus par les partis d'extrême droite lors des élections nationales dans l'UE (janvier-novembre 2026)

Inférieurs à 10%	Entre 10% et 20%	Supérieurs à 20%	Parti en tête	Parti au pouvoir
Slovénie	Chypre	Hongrie	0	0
Danemark	Suède			
Bulgarie	Lettonie (2*)			
Malte				

Source : données « Europe elects », calculs Yves Bertoncini * = 2 partis

2.1 Une extrême droite réduite à la portion congrue (Bulgarie, Danemark, Slovénie, Malte)

Les partis d'extrême droite ont tout d'abord enregistré de faibles scores dans quatre pays de l'UE :

- En **Slovénie** les législatives de mars 2026 ont vu le Premier Ministre libéral (28,6% des suffrages) être remplacé par Janez Jansa, un Premier Ministre conservateur affilié au PPE (à 27,8%), et qui dirige désormais une coalition gouvernementale unissant la droite et le centre droit, tandis que le parti « Resni.ca », affilié à l'ESN, n'a obtenu que 2,8% des suffrages et aucun siège au Parlement.
- Au **Danemark**, les législatives de mars 2026 ont conduit à la victoire et à la reconduction d'une coalition de la gauche et du centre dirigée par la Première Ministre social-démocrate Mette Frederiksen (21,9% des voix),

qui a devancé les Verts (11,5%) et les Libéraux (10,1%), tandis que le « Parti du Peuple Danois » (DF), affilié au groupe PfE, est arrivé en 5e position avec moins de 10% des suffrages.

- En **Bulgarie**, les législatives d'avril 2026 ont conduit à la défaite du camp conservateur (à 13,3%) et à la large victoire d'une coalition de 6 partis dénommée « Bulgarie Progressiste » (à 44,5%), conduite par l'ex-Président Rumen Radev, ancien communiste et qui se présente désormais comme « indépendant » ; le parti d'extrême droite « Revival », affilié à l'ESN, n'a obtenu que 4,2% des suffrages et 12 sièges, contre 33 auparavant.
- Enfin à **Malte** les législatives de mai 2026 ont vu la reconduction du « Parti travailliste » (à 51,7%) pour un 4e mandat consécutif, et la défaite du « Parti nationaliste » (à 44,6%), affilié au PPE – dans le cadre d'un système politique bipartisan laissant peu de place à d'autres partis, y compris d'extrême-droite.

2.2 Une extrême droite présente, mais loin du pouvoir (Chypre, Hongrie, Lettonie, Suède)

Les partis d'extrême droite ont recueilli des scores plus substantiels en 2026 dans 4 autres pays de l'UE, tout en n'étant pas en position d'y soutenir les coalitions gouvernementales au pouvoir :

- Les élections législatives organisées en **Hongrie** en avril 2026 ont tout d'abord conduit à la nette défaite de Victor Orban, dont le parti « FIDESZ-KDNP » a tout de même obtenu 38% des suffrages, contre 53% à la coalition « TISZA », soutenue par des partis de droite, du centre et de gauche et conduite par le leader conservateur Peter Magyar, affilié au PPE et devenu Premier Ministre depuis lors. Un autre parti d'extrême

droite « Mi Hazánk », affilié à l'ESN, a quant à lui recueilli 5% des suffrages, comme lors des précédentes élections de 2022.

- Les élections législatives organisées à **Chypre** en mai 2026 ont conduit à la victoire du parti de centre droit « Rassemblement démocrate » (« DISY »), affilié au PPE, avec 27,1% des suffrages, devant le Parti progressiste des travailleurs (« AKEL ») à 23,9% et le « Parti centriste » (DIKO) à 10% ; ces élections ont été marquées par le relatif succès du « Front populaire national » (ELAM), affilié à l'ECR, qui est devenu le 3e parti du pays avec 10,8% des suffrages et 8 sièges (sur 56), au détriment de la gauche.

- En **Suède**, les législatives de septembre 2026 ont conduit le « Parti social-démocrate des travailleurs » à obtenir 28% des suffrages, devant le parti de droite au pouvoir "Les modérés", crédité de 19% des suffrages et le parti des "Démocrates de Suède" (affilié à l'ECR), en recul à 17% et à 62 sièges (contre 73 précédemment), et qui soutenait jusqu'ici le gouvernement sans y participer ; cette nouvelle donne électorale pourrait conduire à l'avènement d'une coalition de la gauche et du centre et devrait en tout état de cause limiter le poids institutionnel de l'extrême droite.

- En **Lettonie**, c'est enfin la "Liste unie", alliance politique régionaliste, conservatrice et pro-européenne, formée par le « Parti vert letton », « l'association lettone des régions », le parti « Liepaja » et l'association « Liste unie de Lettonie », qui est arrivée en tête des législatives d'octobre 2026, avec 35% des suffrages. Elle a largement devancé les deux partis d'extrême droite « Lettonie d'abord » (13,25%) et « Pouvoir Souverain – Nouveaux lettons » (11,9%), tous deux affiliés à ou proches du PfE.

Au total, on voit que non seulement les partis d'extrême droite n'ont guère été performants lors des 8 élections nationales organisées dans les pays de l'UE depuis le début de l'année 2026, mais aussi que leurs trop faibles scores ne leur ont permis de participer à aucune des coalitions qui se sont formées depuis lors dans les pays concernés.

3. Les partis d'extrême droite pourraient enregistrer quelques rares victoires nationales dans l'UE à l'horizon de la fin 2027

Si tous les résultats électoraux nationaux enregistrés dans l'UE depuis le début de l'année 2026 contredisent le narratif prédisant une irrépressible montée de l'extrême droite, il faut s'en remettre aux sondages, par nature plus fragiles et plus volatils, pour s'efforcer d'anticiper ce qui pourrait advenir lors des 8 scrutins nationaux à venir.

C'est en consultant l'évolution des synthèses d'enquêtes d'intentions de vote publiées pour chacun de ces 8 pays[2] – et avec la grande prudence qui s'impose – qu'on s'efforcera ci-après de présenter les rapports de force partisans actuellement constatés, en mesurant là encore l'écart entre les prédictions les plus communément diffusées et les projections disponibles à ce stade (voir Tableau 2).

Tableau 2

Les intentions de votes prêtées aux partis d'extrême droite lors des élections nationales dans l'UE entre novembre 2026 et décembre 2027

Inférieures à 10%	Entre 10% et 20%	Supérieures à 20%	Parti en tête	Parti au pouvoir ?
Estonie	Finlande	Italie	Italie	Italie ?
Grèce	Slovaquie	France	France	France ?
Italie (2*)		Pologne		Espagne ?
Pologne (2*)		Espagne		
France				

Source : données « Europe Elects » début Novembre 2026, calculs Yves Bertoncini

* = 2 partis

2.1. Une extrême droite plutôt faible (Estonie et Grèce)

Les partis d'extrême droite semble d'abord appelés à recueillir des scores modestes dans deux des élections législatives prévues en 2027.

- D'une part en **Grèce**, où les élections législatives sont prévues en juillet 2027 au plus tard, et où les Conservateurs (PPE) au pouvoir sont crédités d'environ 30% des suffrages, contre 16% pour la gauche radicale (ELAS), 13% pour les socialistes (Pasok) et 7% pour « Solution grecque » (ECR) – Siriza étant donné sous les 5%, de même que les autres partis.
- D'autre part en **Estonie** (7 mars 2027), où les sondages placent pour l'heure l'opposition en tête, avec le Parti du Centre (KESK), longtemps affilié aux Libéraux et désormais proche de l'ECR à 23% et le parti « Isaama », affilié au PPE à 22%, suivis par les Sociaux-Démocrates (17%), le parti d'extrême droite EKRE (PfE) à 15% et le parti libéral « Réforme » (12%), …

2.2. Une extrême droite sortante, et donc sortie (Finlande, Slovaquie et Italie) ?

Les élections législatives programmées en Finlande (le 18 avril 2027), en Slovaquie (au plus tard le 28 septembre 2027) et en Italie (au plus tard le 22 décembre 2027) constituent un second défi de taille pour les partis d'extrême droite : ils font en effet partie de la coalition au pouvoir dans ces trois pays, au risque de se voir appliquer le vote sanction ciblant les sortants, après en avoir initialement bénéficié. Ce fut par exemple le sort récemment réservé au parti de Victor Orban en Hongrie et au parti de Gert Wilders aux Pays-Bas – un tel « vote sanction » peut probablement aussi être invoqué au regard des élections sénatoriales tchèques d'octobre 2026, au terme desquelles le parti du Premier Ministre (ANO) n'a pas remporté le moindre siège, tout comme ses partenaires de coalition.

– Dans ce contexte, le scrutin prévu en **Finlande** semble le plus défavorable pour l'extrême droite, puisque le parti des « Vrais Finlandais », désormais affilié à l'ECR et qui occupe notamment le poste de Vice-Premier Ministre, n'est crédité que de 16%, de même que ses partenaires de coalition Conservateurs (affiliés au PPE), contre 23% aux Sociaux-Démocrates du « SDP ». Dans ce contexte, les scores attribués aux Libéraux (13% pour « Kesk »), à la gauche radicale (12%) et aux Verts (8%) augurent de la probabilité d'une alternance à gauche dans ce pays, ou le cas échéant de la formation d'une grande coalition centrale – et donc dans les deux cas d'une défaite de l'extrême droite.

– Les perspectives électorales de la **Slovaquie** apparaissent plus incertaines, dans un contexte de recomposition et de fragmentation électorale. Les « Libéraux » y sont cependant crédités de 18%, légèrement devant le « SMER » du Premier Ministre sortant, jadis social-démocrate et désormais non affilié au niveau européen (à 18%), et 12% à « Republika », allié de l'AfD. Le « parti conservateur », affilié au PPE, n'est crédité que de 10% à ce stade et celui affilié au groupe ECR de 8% – il n'y a

dès lors pas non plus de progression de l'extrême droite dans ce pays, même si son maintien au pouvoir dans le cadre d'une coalition plus ou moins cohérente n'est pas exclu.

– L'avenir électoral de l'**Italie** semble lui aussi incertain, y compris après que le gouvernement de Georgia Meloni a fait adopter une loi électorale accordant une prime majoritaire à toute coalition atteignant 42% des voix. Si « Fratelli d'Italia », le parti de la Présidente du Conseil, est à ce stade crédité de 28% des voix, ses deux partenaires actuels font plus pâle figure, avec respectivement 7% des intentions de vote (pour « Forza Italia ») et 6% (pour la « Lega »). Le parti de Matteo Salvini est de fait concurrencé sur sa droite par « Futuro Nazionale », dirigé par l'ancien général Roberto Vannaci (crédité de 7%), et dont la participation à une nouvelle grande coalition droite-extrême droite n'est pas acquise. Il faudrait cependant que le « Parti démocrate » (à 20%), le « Mouvement 5 étoiles » (à 13%), « l'Alliance des Verts et de la gauche » (AVS) à 6%) et les libéraux d'« Azione » (3%) obtiennent 42% des suffrages, puis s'entendent autour d'une plateforme de gouvernement pour être en mesure de proposer une majorité alternative…

2.3 Une alternance possible à l'extrême droite (Espagne, France, voire Pologne) ?

Les élections prévues en Espagne le 29 novembre 2026, puis en France (les 18 avril et 2 mai 2027) et en Pologne (au plus tard le 11 novembre 2027), constituent des opportunités majeures pour les partis d'extrême droite – ainsi qu'un risque non négligeable pour l'UE, puisqu'elles se déroulent dans trois de ses pays les plus peuplés et influents.

– Les élections législatives anticipées prévues en **Espagne** semblent favorables à une alternance si le parti de droite s'allie avec celui d'extrême-droite, après plus de 8 ans de « gouvernement Sanchez ». A quelques semaines du scrutin, les conservateurs du « Partido popular » sont en effet crédités de 33% des suffrages, tandis que leur partenaire potentiel

d'extrême droite, le parti « Vox » (allié du RN), se voit depuis peu créditer de 21%. Le PSOE pourrait obtenir 28% des voix, mais ses partenaires potentiels de gauche sont donnés à 7% (« Frente amplio »), 7% (« Sumar ») et 3% (« Podemos »), tandis que les scores des partis régionalistes sont plus incertains, tout comme leur soutien aux coalitions potentielles.

– Les élections programmées en **Pologne** pourraient donner lieu à une forme de continuité au regard de la situation actuelle : la « Coalition civique » au pouvoir, qui regroupe des partis de droite, du centre et de gauche, et dont le leader et Premier Ministre Donald Tusk est affilié au PPE, est en effet créditée de 33% des intentions de vote, tandis le parti « Droit et Justice » (PIS), défait lors des précédentes élections législatives (et dont l'un des membres est Président de la République) est en baisse à 22%. Cette baisse découle de la dissidence de l'ancien Premier Ministre du PIS entre 2017-2023, Mateusz Morawiecki, qui a récemment fondé l'association politique « Développement Plus » (donnée à 6%) en prétendant se dissocier de la dérive radicale de son ancien parti ; elle doit aussi à la concurrence accrue de deux partis d'extrême droite, la « Confédération Liberté Indépendance », alliée de l'AFD et créditée de 13% des suffrages, et la « Confédération de la couronne polonaise » (non affiliée), donnée à 9% – tandis que les sociaux-démocrates plafonnent à 8% et la gauche radicale à 4%. Dans ce contexte, le retour au pouvoir d'une coalition formée par l'ensemble des partis polonais de la droite extrême et de l'extrême droite parait hypothétique.

– Si l'on se fie aux sondages et au climat politique actuel, c'est donc sans doute en **France** que l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en 2027 semble la plus probable, avec un RN donné à 32%, et de surcroît en duel final avec un candidat de la gauche radicale (à 16%) dont les chances de succès paraissent très faibles – les autres candidats actuels étant testés en dessous de 10% à ce stade. Et c'est aussi en France que la victoire de l'extrême droite pourrait avoir les conséquences les plus

substantielles, tant au niveau domestique qu'au niveau européen : d'une part parce que le système politique hexagonal permet l'élection directe d'un(e) Président de la République cumulant des pouvoirs institutionnels sans équivalent dans les démocraties européennes et occidentales ; d'autre part parce qu'il rend a priori superflue la formation d'une coalition avec des partis plus « traditionnels » ou modérés, telle qu'elle se pratique dans tous les autres pays de l'UE. L'élection de Marine Le Pen à l'Elysée aurait dès lors pour effet immédiat de lui conférer un rôle majeur pour tout ce qui relève du présumé « domaine réservé » de la Présidence de la République (politique étrangère, défense, politique européenne…), avec une réorientation substantielle qui générerait de fortes tensions avec nos voisins et l'UE. Pour être pleinement effective, elle supposerait qu'une dissolution de l'Assemblée nationale débouche sur une majorité soutenant ses orientations politiques, ce qui n'est certes pas garanti ; dans le cas contraire, cela exposerait la France aux risques d'une « cohabitation » inédite et conflictuelle, qui affecterait grandement la gouvernabilité du pays, son influence européenne et internationale et le bon fonctionnement de l'UE.

4. L'extrême droite dans l'UE : une influence politique et médiatique disproportionnée au regard de son poids électoral et institutionnel

Le double inventaire rétrospectif et prospectif esquissé ci-avant permet d'infirmer de manière relativement étayée la thèse d'une irrésistible ascension des partis d'extrême droite au sein de l'UE :

- aucun parti d'extrême droite n'est arrivé en tête dans les 8 élections nationales organisées dans l'UE depuis janvier 2026 et aucun ne participe aux coalitions gouvernementales qui en ont découlé ;
- en dehors des deux pays où des partis d'extrême droite participent aux coalitions gouvernementales sortantes (Italie et Slovaquie), seuls les scrutins organisés en Espagne et en France semblent susceptibles de permettre à des partis d'extrême droite d'arriver au pouvoir, en position de partenaire junior pour « Vox » en Espagne, en position monopolistique et dominante pour le « RN » en France.

Dans ce contexte, les tenants les plus fervents de la thèse d'une irrésistible ascension de l'extrême droite pourront certes toujours remarquer que des partis appartenant à cette mouvance sont actuellement en tête des sondages en Allemagne, en Autriche, en Belgique et en République tchèque — sauf que les élections législatives dans ces pays ne seront pas organisées prochainement, et que la capacité de ces partis à exercer des responsabilités gouvernementales en coalition reste à démontrer (notamment pour « l'AfD » en Allemagne).

Au regard des faits bruts, les observateurs et analystes plus circonspects doivent quant à eux s'interroger sur les causes et les effets de la surestimation publique récurrente du poids électoral de l'extrême droite dans l'UE, y compris afin d'y restaurer les conditions d'un débat politique plus équilibré et plus en phase avec les attentes citoyennes.

4.1 La surestimation du poids électoral de l'extrême droite : des causes plus ou moins légitimes

La surestimation du poids électoral de l'extrême droite par la plupart des observateurs de la vie politique européenne peut d'abord procéder de considérations politiques, voire morales.

C’est parce que la progression des partis d’extrême droite ne va pas de soi, ni au regard de leur filiation historique détestable, ni au regard de leur vision programmatique radicale, qu’elle capte une attention publique plus forte que la énième victoire d’un parti conservateur, libéral ou social-démocrate – d’autant que leurs arrivées au pouvoir demeurent des événements plutôt rares. Cette focalisation publique est certes moins intense que celle qui avait accompagné l’accès au gouvernement du « FPÖ » de Jorg Haider en Autriche en 1999, mais elle demeure assez forte – y compris au point de produire une vision déformée des rapports de force partisans et électoraux dans les pays de l’UE.

L’autre grande raison d’une telle focalisation sur l’extrême droite tient à la complexité des vies politiques et partisanes des 27 pays de l’UE, qu’il demeure difficile de suivre et d’analyser de manière approfondie et pertinente, sauf à disposer de ressources humaines et/ou financières conséquentes à cette fin. L’interdépendance économique, financière, sécuritaire, et même humaine entre les pays de l’UE a accru l’intérêt populaire pour tous les scrutins électoraux organisés sur son sol, ce qui est plutôt sain. Mais une telle interdépendance ne s’est pas accompagnée d’un mouvement parallèle d’éducation civique, de sorte que les campagnes et verdicts démocratiques de nos voisins sont souvent perçus – à tort – comme une réalité politique aisément transposable, sinon importable… Le débat public étant de plus en plus dominé par l’instantanéité et l’émotion, il est dès lors fréquent qu’une forme de paresse intellectuelle l’emporte quand il s’agit de rendre compte des dynamiques électorales au sein d’une si grande diversité de pays européens : elle conduit à y réduire la confrontation politique à une lutte entre l’extrême droite et le camp républicain, voire à un conflit entre les « bons » et les « méchants » – au risque d’accorder une place disproportionnée aux « méchants » ainsi désignés.

Les Français ajoutent à ces biais une tendance structurelle à projeter sur leurs voisins des grilles de lecture politiques décalquées de la situation hexagonale, et qui font l'impasse sur sa singularité, tout en obérant leur capacité à appréhender celles de leurs voisins de l'UE — comme si nous votions par procuration, mais en nous trompant d'urnes… Cette altération du discernement national est particulièrement frappante quand il s'agit d'évoquer le poids électoral et politique de l'extrême droite, de fait substantiel en France, mais bien plus réduit ailleurs.

4.2 La surestimation du poids électoral de l'extrême droite : des effets politiques pervers

La surestimation du poids électoral de l'extrême droite produit des effets politiques pervers, au premier rang desquels l'attention accordée à leurs thématiques de prédilection, notamment sur le plan identitaire et sécuritaire. Il ne s'agit pas ici de nier que ces thématiques doivent faire l'objet d'un traitement sérieux et approfondi dans les débats publics nationaux et européens, mais simplement d'appeler à ne pas les transformer en thèmes omniprésents au regard des questions et attentes des citoyens et électeurs, qu'il est loisible de mesurer sur la base des multiples enquêtes d'opinion disponibles[3].

Encadré 2

Les 10 plus grands enjeux politiques à affronter selon les Français (2 réponses possibles)

Pour l'Union Européenne	Pour la France
Hausse des prix (25%)	Hausse des prix (40%)
Situation internationale (23%)	Situation économique (17%)
Conflit au Moyen Orient (21%)	Santé 17%)
Invasion russe de l'Ukraine (17%)	Dette publique (16%)
Sécurité et défense (14%)	Criminalité (15%)
Situation économique (13%)	Conflit au Moyen Orient (12%)
Approvisionnement énergétique (13%)	Situation internationale (11%)
Immigration (12%)	Immigration (10%)
Environnement (8%)	Emploi (10%)
Criminalité (8%)	Système éducatif (8%)

Source : Données Eurobaromètre Standard 105, Commission européenne, Mai 2026

La dernière enquête d'opinion semestrielle publiée par la Commission européenne indique ainsi que, aux yeux des Français interrogés, la situation économique et sociale et les conflits internationaux sont les problèmes les plus importants à traiter, au niveau de l'UE comme au niveau national (voir Encadré 2), et que l'immigration, thème obsessionnel de l'extrême droite, est loin d'apparaître en tête des 10 principaux défis identifiés, d'un côté comme de l'autre.

C'est donc d'abord sur ces enjeux prioritaires aux yeux des citoyens que devrait en toute logique se focaliser le débat démocratique et l'attention médiatique, plutôt que sur les thématiques portées par des partis globalement périphériques. Il n'est en effet pas du tout indifférent d'accorder plus de temps de débat au logement et au pouvoir d'achat plutôt qu'à l'immigration et à l'identité ; à la sécurité internationale et à la menace russe plutôt qu'à la sécurité du quotidien et à la délinquance ; aux violences sexistes et sexuelles plutôt qu'à l'aide au développement ; à la dégradation climatique et

environnementale plutôt qu'aux contraintes normatives et fiscales ; à l'éducation et à la cohésion sociale plutôt qu'à la grandeur nationale – ou encore au rôle de l'UE ; etc.

Sur ce dernier registre, il est par exemple notable que les partis d'extrême droite doivent composer avec l'attachement des opinions publiques de l'UE à l'idée que « l'union fait la force » : elles ne peuvent aisément s'abstraire d'une europhobie de fond transformée en euroscepticisme de façade, dont l'impact serait potentiellement déstabilisateur – la question centrale étant de savoir si les enjeux européens sont placés au cœur des campagnes électorales et s'ils sont ainsi déterminants dans les motivations des votants.

En tout état de cause, c'est en promouvant un débat public dont les thèmes soient davantage en phase avec les attentes et priorités des citoyens des pays de l'UE, mais aussi dont les participants seront choisis en proportion de leur poids institutionnel et politique réel, qu'on restaurera les conditions de choix démocratiques dûment informés et éclairés, en France comme chez ses voisins.

L'ascension électorale de l'extrême droite dans les pays de l'UE n'a rien de mécanique ni d'irrésistible, contrairement à ce que laisse accroire nombre d'observateurs et d'acteurs. Les partis qui s'en réclament bénéficient d'ores et déjà d'une couverture médiatique et d'une influence politique bien supérieures à leur poids électoral et institutionnel – au point qu'ils en viennent parfois à inspirer l'agenda et les décisions des gouvernements sans même avoir besoin d'en être membres…

Il serait dès lors salutaire que l'ensemble des acteurs du débat public retrouvent le sens des réalités et des proportions au cours des prochains mois, afin de créer les conditions d'un débat démocratique plus sain : il en va de la responsabilité conjointe des médias, y compris privés, des régulateurs et gestionnaires (en particulier américains) des réseaux sociaux, des partis politiques, notamment de droite, ainsi que de la

société civile, donc des « think tanks »… S'il est par ailleurs compréhensible que la perspective d'une victoire du RN suscite l'anxiété de nombre de Français – qui ont un semestre pour la conjurer – cela ne doit pas les inciter à penser que les autres pays de l'UE sont dans une situation aussi peu enviable que la leur…

Quant à l'UE, elle continuera à respecter les choix exprimés lors des élections nationales de ses 27 Etats-membres et à accueillir les représentants désignés pour défendre leurs intérêts, y compris lorsqu'ils appartiennent à des partis d'extrême droite. Si leur progression au Parlement européen les a récemment placés en situation de soutenir de manière décisive des positions formulées par les conservateurs du PPE et de l'ECR, notamment sur les enjeux migratoires et écologiques[4], c'est au Conseil que leur éventuel renforcement pourrait avoir les conséquences les plus notables : les partis d'extrême droite étant globalement hostiles à la construction européenne et focalisés sur la défense des seuls intérêts nationaux, il leur est en effet possible de bloquer nombre des décisions requérant l'unanimité des Etats-membres, comme l'a souvent fait Victor Orban. L'accroissement éventuel de leur poids institutionnel ne leur permettrait sans doute pas de faire advenir « une autre Europe », mais bien davantage de porter atteinte au fonctionnement et à l'efficacité de « l'Europe » telle qu'elle est – sous le regard bienveillant de leurs mentors et soutiens extérieurs, dont l'intérêt supérieur des Européens – et des Français – est la dernière des priorités… Dans ce contexte, il va sans dire qu'une éventuelle victoire de l'extrême droite en France, c'est-à-dire dans le pays qui a initié et amplement inspiré la construction européenne aurait un potentiel déflagrateur d'autant plus fort, bien au-delà des Alpes, des Pyrénées, du Rhin et du Quiévrain…

Notes

① Le Parlement européen accueille actuellement 26% de membres siégeant au sein du groupe du Parti populaire européen (PPE), y inclus les élus « LR », et près de 19% de membres du groupe « Socialistes et démocrates » (S&D). Le groupe « Renew », qui accueille les Libéraux (et « Macronistes »), réunit un peu moins de 11% des sièges, soit moins que les groupes PfE et ECR (un peu plus de 11% chacun). Le groupe des Verts réunit un peu de 7% des membres du Parlement européen, celui de la « Gauche Unie », où siègent les élus « LFI », un peu plus de 6%, et le groupe « ESN » un peu moins de 4% - les autres élus étant non- inscrits.

② Des synthèses des sondages nationaux publiés dans les pays de l'UE sont par exemple accessibles via le site Europe Elects : https://europeelects.eu/data-access-request/, ainsi que sur le site de Politico : https://www.politico.eu/europe-poll-of-polls/

③ Les enquêtes « Eurobaromètres standard » publiées par la Commission européenne au printemps et à l'automne de chaque année permettent par exemple de hiérarchiser les 15 enjeux que les citoyens interrogés considèrent comme prioritaires pour leur pays et pour l'UE : https://europa.eu/eurobarometer/surveys/browse/all/series/4961

④ Sur cet enjeu, voir « L'union des droites » au Parlement européen : coagulations décisionnelles ou convergence politique ? », Yves Bertoncini, Confrontations Europe, Janvier 2025